



**cme**c

Conseil des  
ministres  
de l'Éducation  
(Canada)

Council of  
Ministers  
of Education,  
Canada

## Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance

*organisée par la Ville de Moscou et l'UNESCO*

Moscou, Fédération de Russie

Du 27 au 29 septembre 2010

### **Rapport de la délégation du Canada**



#### **Chef de la délégation**

**M<sup>me</sup> Donna Harpauer**, ministre de l'éducation de la Saskatchewan

#### **Membres**

**M<sup>me</sup> Audrey Roadhouse**, sous-ministre de l'éducation de la Saskatchewan

**M. Jim Grieve**, sous-ministre adjoint, Division de l'apprentissage des jeunes enfants, ministère de l'éducation de l'Ontario

**M. Alain Pélissier**, président de la Commission sectorielle, Éducation, Commission canadienne pour l'UNESCO

**M<sup>me</sup> Antonella Manca-Mangoff**, coordonnatrice, International, Conseil des ministres de l'éducation (Canada)

## Table des matières

I. .... Introduction .....	3
II. ... Fédération de Russie .....	5
III. .. L'importance des premières années : recherche sur le cerveau et développement de l'enfant ..	6
IV. .. Cuba .....	6
V. ... Nouvelle-Zélande .....	6
VI. .. Adoption du plan d'action de Moscou.....	7
VII. . Conclusion .....	7
ANNEXE I – Programme	
ANNEXE II – Projet cadre de Moscou	
ANNEXE III – Objectifs de l'éducation pour tous	
ANNEXE IV – Visite d'un jardin d'enfants à Moscou	

## I. Introduction

S'appuyant sur une vaste assise de nouvelles données scientifiques, notamment en neurosciences et en génomique, des leaders gouvernementaux de haut niveau et d'autres responsables de l'élaboration des politiques ont tenu une réunion historique à Moscou afin de placer l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) à l'avant-plan des impératifs stratégiques du développement humain. La toute première Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance (WCECCE), sur le thème « Construire la richesse des Nations », organisée par l'UNESCO, la Fédération de Russie et la Ville de Moscou, s'est déroulée du 27 au 29 septembre 2010<sup>1</sup>.

La conférence a réuni des ministres de 65 pays, des participantes et participants de 193 États membres de l'UNESCO, des représentantes et représentants des organismes des Nations Unies, des organismes de développement et de la société civile ainsi que des spécialistes, soit un total de 1000 personnes, présentes pour réaffirmer l'EPPE en tant que droit de tous les enfants et en tant que source de développement des nations, et pour faire le bilan des progrès réalisés dans le développement et l'amélioration de tous les aspects de l'EPPE, notamment pour les enfants les plus vulnérables et défavorisés.

La délégation du Canada était composée de M<sup>me</sup> Donna Harpauer, ministre de l'éducation et secrétaire provinciale de la Saskatchewan, de M<sup>me</sup> Audrey Roadhouse, sous-ministre de l'éducation de la Saskatchewan, de M. Jim Grieve, sous-ministre adjoint, Division de l'apprentissage des jeunes enfants, ministère de l'éducation de l'Ontario, de M. Alain Pélissier, président de la Commission sectorielle, Éducation, Commission canadienne pour l'UNESCO, et de M<sup>me</sup> Antonella Manca-Mangoff, coordonnatrice, International, Conseil des ministres de l'éducation (Canada).

Le Canada a occupé une position honorifique à la conférence, M<sup>me</sup> Harpauer ayant été élue à la vice-présidence. M. Grieve a été invité, en tant qu'organisateur, à présider la commission 3.4, « Renforcement des capacités pour la prestation de services d'EPPE efficaces ». Il a parlé du programme de maternelle à temps plein lancé en septembre 2010 dans 600 écoles ontariennes et de l'approche intégrée adoptée progressivement par l'Ontario.

À l'ouverture de la conférence, M<sup>me</sup> Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, a signalé que les programmes d'EPPE présentaient un rendement du capital investi plus grand que

---

<sup>1</sup> La Fédération de Russie appuie activement les initiatives de l'Éducation pour tous (EPT) et prête une attention toute particulière au premier objectif de l'EPT. L'accord de coopération signé en novembre 2007 par l'UNESCO et la Ville de Moscou dans le cadre du projet conjoint *Moscow Education: from Infancy to School* (l'éducation à Moscou : de la petite enfance à l'âge scolaire), qui vise à promouvoir la qualité de l'EPPE, a jeté de solides bases pour la WCECCE 2010. Ainsi, la Fédération de Russie et la Ville de Moscou ont offert non seulement d'accueillir et de parrainer la WCECCE, mais également de partager leurs pratiques exemplaires avec les autres États membres.

n'importe quel autre niveau d'éducation, mais que c'était probablement là l'un des faits dont on parlait le moins dans les sphères de l'élaboration des politiques et du développement.

M<sup>me</sup> Bokova a également souligné l'importance des programmes destinés à la petite enfance dans la lutte contre les inégalités, ces programmes fournissant « un point de départ pour que chacun parte avec les mêmes chances ». Le nombre d'enfants privés d'une éducation primaire – 69 millions à l'échelle mondiale – pourrait être réduit si un programme de proximité approprié leur était offert avant l'âge de huit ans. Un grand nombre d'enfants sont retirés trop tôt de l'école.

Tout au long de la conférence, les personnes présentes ont reçu des preuves tangibles de l'importance de l'EPPE aux premières étapes du développement humain. D'excellentes initiatives ont été déployées au chapitre de l'élaboration des politiques, mais il faut en faire plus.

La WCECCE s'est attaquée aux principaux défis à relever pour atteindre les objectifs de l'EPT (Annexe III). Le premier de ces objectifs, « Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés », est primordial si nous voulons obtenir des résultats concrets.

La conférence a présenté plusieurs conférencières et conférenciers lors des séances plénières et des commissions (l'Annexe I énumère en détail les activités et les noms des conférencières et conférenciers). Les organisatrices et organisateurs de la conférence ont également offert un forum de trois jours sur les politiques et les pratiques (à titre d'information, diverses présentations PowerPoint sont publiées en ligne à [<http://edoc.cmec.ca/international/wcecce>]). Les discussions ont porté sur les sujets suivants : l'inclusion et l'égalité d'accès à une EPPE de qualité; le personnel enseignant affecté à l'EPPE; les éducatrices et éducateurs et les fournisseuses et fournisseurs de soins; le rôle de l'État et des autres parties intéressées; le coût et le financement des programmes; la gouvernance de l'EPPE; ainsi que la collecte de données et le contrôle.

Les organisatrices et organisateurs de la conférence, les conférencières et conférenciers, les scientifiques, les spécialistes et les personnalités politiques ont insisté sur la nécessité de faire de la petite enfance une priorité et d'appuyer non seulement l'enfant, mais également la famille. Ils ont souligné que les sommes investies tôt donnaient un rendement extrêmement élevé. Ils ont rappelé que l'EPPE était encore très négligée et que, là où son importance était reconnue, son encadrement demeurait anémique, particulièrement chez les enfants de moins de trois ans. Les investissements insuffisants dans l'EPPE continuent d'entraver son accessibilité pour tous les enfants. Cette situation crée des inégalités entre les classes sociales, particulièrement chez les personnes marginalisées. On a également signalé que le secteur privé était un précieux partenaire auquel il ne fallait cependant pas s'en remettre entièrement.

L'importance d'en arriver à des ententes entre tous les ordres de gouvernement et d'établir un cadre qui regroupe tous les secteurs – services sociaux, santé, éducation, etc. – a également été reconnue comme une approche holistique essentielle au développement humain.

Les gouvernements du monde entier ont été exhortés à démontrer sans tarder une volonté politique et à mettre en œuvre les initiatives voulues pour répondre à la nécessité de l'EPPE; les leaders des quatre coins du globe doivent mettre l'EPPE au cœur de leurs priorités.

On a signalé que d'importants progrès réalisés au cours des dernières années braquaient l'attention des responsables de l'élaboration des politiques de partout dans le monde sur les politiques et les pratiques en EPPE. Plus d'une trentaine de gouvernements (UNICEF, 2006) ont adopté des politiques nationales en développement de la petite enfance et plus de 70 pays se sont dotés d'une forme quelconque de commission nationale chargée de la coordination interministérielle et intersectorielle des programmes d'EPPE.

Comme l'ont souligné les conférencières et conférenciers et les spécialistes, les observations scientifiques démontrent que la stimulation des jeunes enfants aux premières étapes de leur développement a une incidence indéniable sur leur vie et sur la société dans son ensemble, d'où l'importance d'appuyer l'élaboration d'initiatives en EPPE. Le texte suivant résume quelques-unes des présentations des conférencières et conférenciers.

## II. Fédération de Russie

M. Yuri Luzhkov, ancien maire de Moscou, et M<sup>me</sup> L. N. Duhanina, vice-présidente de la Commission du développement de l'éducation de la Chambre basse de la Fédération de Russie, ont souligné les nombreux programmes créés en Russie pour les enfants en bas âge. À titre d'exemple, plus de 570 000 personnes travaillent dans le domaine de la petite enfance et quelque 204 établissements emploient 83 000 professionnelles et professionnels hautement qualifiés. Des fonds ont été investis pour élargir les locaux des garderies, ouvrir de nouvelles garderies et amener le personnel enseignant à adopter une approche davantage individualisée tenant compte des besoins propres à chaque enfant en bas âge. Le gouvernement russe s'est également engagé à soutenir les jeunes couples en finançant l'achat d'une maison. En effet, 30 p. 100 de l'emprunt hypothécaire est subventionné avec un premier enfant, 50 p. 100 avec un deuxième, et avec un troisième, l'hypothèque est complètement radiée. De plus, de nombreux centres de crises ont été mis sur pied pour aider les jeunes mères aux prises avec des problèmes psychologiques. Plus d'un millier d'enfants ayant un trouble de l'apprentissage sont intégrés dans le système, et le personnel enseignant a accès à un soutien pour travailler avec eux. Des services médicaux et psychologiques gratuits sont offerts aux enfants. M. Luzhkov a parlé de ces initiatives ainsi que d'autres mises en œuvre dans la Fédération de Russie pour faire de l'EPPE une priorité.

### **III. L'importance des premières années : recherche sur le cerveau et développement de l'enfant**

M. Jack Shonkoff, directeur du Centre sur le développement infantile de l'Université Harvard, a parlé de la recherche scientifique sur le cerveau, de ce qu'elle révélait au sujet du développement de l'enfant, des bienfaits d'un développement cognitif sain et des répercussions négatives que les conditions défavorables pendant les premières années de la vie ont à long terme sur la santé des individus et sur la société. Il a également souligné le rôle des responsables de l'élaboration des politiques. De récentes découvertes surprenantes liées au développement du cerveau et au génome humain, conjuguées à de nouvelles connaissances en science du comportement et en sciences sociales, démontrent qu'un développement sain dans les premières années de la vie jette les bases d'une adaptation réussie. De plus, un développement sain tôt dans la vie pave la voie à un apprentissage efficace qui a une incidence positive sur le rendement scolaire, l'esprit de civisme, la santé tout au long de la vie ainsi que le développement économique et humain.

### **IV. Cuba**

La présentation de M<sup>me</sup> Ana Maria Siverio, conseillère technique au Centre latino-américain d'éducation de la petite enfance, à Cuba, a porté sur l'approche intersectorielle jugée essentielle à l'établissement de bases solides.

M<sup>me</sup> Siverio a souligné l'importance d'étayer solidement la théorie par la pratique. Depuis 1971, Cuba s'est donné comme priorité d'éliminer l'analphabétisme. Le pays s'est doté d'une approche holistique de l'EPPE, et veille à ce que tous les secteurs soient mis à contribution.

### **V. Nouvelle-Zélande**

Dame Iritana Tāwhiwhirangi a parlé de la façon maorie traditionnelle d'élever les enfants, en précisant que sa communauté a pris les rênes de l'éducation à la suite de cinq décennies de mécontentement à l'égard des politiques gouvernementales. Le peuple maori était en désaccord avec le système scolaire néo-zélandais, qui accordait peu d'importance au développement des enfants dès les premières étapes de leur vie, et qui ne valorisait pas la langue et la culture. Il a donc décidé que les membres de la famille élargie – soit les parents, les grands-parents, les tantes et les oncles, etc. – joueraient le rôle d'enseignantes et d'enseignants; il a ainsi démontré que des enfants valorisés étaient des enfants motivés et prédisposés à apprendre et à apprécier un environnement entouré de nature.

## VI. Adoption du plan d'action de Moscou

Les personnes présentes à la conférence ont adopté le cadre d'action et de coopération de Moscou (Annexe II), qui cible plusieurs des défis à relever pour atteindre les objectifs de l'EPPE, y compris le manque de volonté politique, un financement public inadéquat, l'insuffisance de l'aide externe et l'inefficacité des services. De plus, dans plusieurs parties du monde, notamment les territoires occupés, les zones de conflit et les régions sinistrées, la pauvreté et les obstacles culturels privent des millions d'enfants d'un accès à l'EPPE.

Les participantes et participants ont exhorté les pays à travailler avec l'UNESCO pour mobiliser les bailleurs de fonds internationaux et accroître l'aide financière à l'EPPE. Ils ont notamment demandé à l'UNESCO de redoubler ses efforts pour promouvoir et développer l'EPPE.

Pour clore la conférence, M. Danny Faure, vice-président des Seychelles, a de plus demandé à l'UNESCO d'orchestrer l'achèvement de l'indice de développement holistique de l'enfant, qui permettra aux pays de suivre leurs progrès vers l'EPPE et qui posera les jalons d'un examen majeur à effectuer en 2015.

M. Faure a terminé en déclarant qu'aucun enfant ne devrait être laissé à lui-même, et qu'en faisant respecter les droits de tous les jeunes enfants, en favorisant la réalisation de leur plein potentiel et en veillant à leur bien-être, nous construisons la richesse des nations.

## VII. Conclusion

La WCECCE<sup>2</sup> visait à inciter à l'action les États membres de l'UNESCO en démontrant que l'EPPE allait bien au-delà de la simple préparation des enfants à la littératie et à l'école.

M<sup>me</sup> Mmantsetsa Marope, directrice de la Division pour la promotion de l'éducation de base de l'UNESCO, a déclaré que l'EPPE était le fondement inébranlable du développement du capital humain nécessaire à une productivité à plus grande valeur ajoutée, à une croissance soutenue, à la compétitivité et, ultimement, à des sociétés plus équitables et plus stables sur le plan politique. Elle a ajouté qu'une EPPE universelle et de haute qualité à l'échelle mondiale revenait à concrétiser un autre objectif du millénaire des Nations Unies pour le développement, puisqu'elle permettait véritablement d'éradiquer la pauvreté endémique.

---

<sup>2</sup> La Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance est la cinquième d'une série de conférences mondiales sur l'éducation, organisées par l'UNESCO de 2008 à 2010. Elle s'inscrit dans la foulée de la 48<sup>e</sup> session de la Conférence internationale de l'éducation (novembre 2008, Genève), de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable (avril 2009, Bonn), de la Conférence mondiale de l'enseignement supérieur (juillet 2009, Paris) et de la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) (décembre 2009, Belém). La Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance clôt ce cycle d'événements, qui visait à promouvoir l'éducation – depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur – comme un droit, une base et une condition préalable au développement durable.

ANNEXE I

Programme

PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

1 English	9 Français	17 Русский	25 Español	33 中文	48/1 العربية
--------------	---------------	---------------	---------------	----------	-----------------

# PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'ÉDUCATION ET LA PROTECTION DE LA PETITE ENFANCE

## Lundi, 27 septembre 2010

08:00	Inscription
09:30-12:30	<p><b>SÉANCE D'OUVERTURE : LE DÉFI MONDIAL DE L'EPPE : PRÉSENTATION GÉNÉRALE</b></p> <p><b>Modérateur:</b> M. Qian Tang, Assistant Director-General for Education, UNESCO</p> <p><b>Rapporteuses:</b> Mmes Hania Kamel et Yoshie Kaga, Spécialistes du programme d'EPPE, Division de l'éducation de base de l'UNESCO</p> <p><b>ALLOCUTIONS D'OUVERTURE :</b></p> <p>Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO</p> <p>Mme Eleonora Mitrofanova, Présidente du Conseil exécutif de l'UNESCO</p> <p>S. E. Mme Mehriban Aliyeva, Première Dame d'Azerbaïdjan</p> <p>S.E. M. Danny Faure, Vice Président des Seychelles</p> <p><b>SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE</b></p> <p>Adoption du programme</p> <p>Adoption du Règlement intérieur de la Conférence</p> <p>Élection du Président, des vice-présidents et du Rapporteur de la Conférence</p> <p>Élection du Groupe de rédaction</p>
13:00	Déjeuner
14:30-16:00	<p><b>PLÉNIÈRE I : LE DÉVELOPPEMENT DE L'EPPE : UN IMPÉRATIF</b></p> <p><b>Président :</b> M. Adama Ouane, Directeur de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, Hamburg</p> <p><b>Rapporteuse :</b> Mme Emily Vargas Baron, Directrice du RISE Institute, États-Unis d'Amérique</p> <p><b>L'argument de l'investissement et de la productivité en faveur de l'EPPE (vidéo-conférence)</b></p> <p>M. Jeffrey D. Sachs, Directeur de l'Earth Institute, Professeur titulaire de la Chaire Quetelet de développement durable, et Professeur de politique et gestion de la santé à l'Université Columbia</p>

Salle des Congrès	<p><b>L'importance des premières années : Recherche sur le cerveau et développement de l'enfant</b></p> <p>M. Jack P. Shonkoff, Professeur titulaire de la Chaire Julius B. Richmond FAMRI sur la santé et le développement de l'enfant, École de santé publique de Harvard et École supérieure d'éducation de Harvard ; Professeur de pédiatrie à l'École de médecine de Harvard et à l'Hôpital pour enfants de Boston, et Directeur-fondateur du Centre universitaire sur le développement infantile de l'Université Harvard</p>
	16:00 Pause thé/café
Congress Hall	<p><b>16:30-18:00 PLÉNIÈRE II : ÉTAT D'AVANCEMENT À L'ÉCHELLE MONDIALE : ACCÉLÉRER LES CHOSES DANS LA PERSPECTIVE DE 2015</b></p> <p><b>Président :</b> M. Qian Tang, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation</p> <p><b>Rapporteuse :</b> Mme Fatou Niang, Chargée de recherche, Division de l'éducation de base de l'UNESCO</p> <p><b>Aperçu de l'état d'avancement de l'objectif n°1 de l'EPT</b></p> <p>Mme Mmantsetsa Marope, Directrice de la Division de l'éducation de base de l'UNESCO</p> <p><b>Quels sont les défis que l'EPPE doit encore relever ? Que faut-il faire pour y parvenir ?</b></p> <p>M. Nicholas Burnett, Directeur général du Results for Development Institute, Washington D.C., États-Unis d'Amérique</p>
	19:00-20:30 CONCERT DE GALA POUR LES ENFANTS À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'EPPE
	20:45-22:30 RÉCEPTION OFFERTE PAR LE MAIRE DE MOSCOU

## Mardi 28 septembre 2010

08:00-11:30	Visite à des écoles maternelles
10:00-12:00	<b>COMMISSION 1 : FACILITER L'ACCÉLÉRATION DES CHOSES DANS LA PERSPECTIVE DE 2015</b>

## Mardi 28 septembre 2010

Salle des Congrès	<p><b>1.1 POLITIQUES : ÉLABORER DES POLITIQUES DE QUALITÉ EN FAVEUR DE L'EPPE</b></p> <p><b>Organisateur :</b> M. Bernard Hugonnier, Directeur adjoint de l'éducation, Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)</p> <p><b>Rapporteur :</b> M. Selim Iltus, Chercheur principal, Fondation Bernard van Leer</p> <p><b>EPPE : Le cas de la Norvège</b> S.E. Mme Kristin Halvorsen, Ministre norvégienne de l'éducation</p> <p><b>EPPE : Défis et meilleures pratiques en matière de politiques</b> M. Abrar Hasan, Spécialiste et consultant de haut niveau en politiques de l'éducation, Canada</p> <p><b>EPPE : Le cas de la Turquie</b> S. E. Mme Nimet Kubukcu, Ministre turque de l'éducation nationale</p>	<p><b>Réduire la pauvreté infantile grâce à l'EPPE</b> Mme Lisa Jordan, Directrice exécutive de la Fondation Bernard van Leer, Pays-Bas</p> <p><b>Un grand nombre de textes législatifs et réglementaires de toutes sortes protègent, soutiennent et régissent à différents niveaux l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE)</b> Mme Saisuree Chatukil, Membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes</p> <p><b>Assurer l'inclusion et la protection dans le système d'EPPE en Amérique latine</b> M. Alejandro Acosta, Directeur régional du Centro Internacional de Educacion y Desarrollo Humano (CINDE)</p>
Salle: Lagoda	<p><b>1.2 COÛTS ET FINANCEMENT : STRATÉGIES DE FINANCEMENT NOVATRICES EN FAVEUR DE L'EPPE</b></p> <p><b>Organisateur :</b> S.E. M. Danny Faure, Vice-Président, Seychelles</p> <p><b>Rapporteur :</b> Mme Denise Conway, Spécialiste principal en éducation, Division des spécialistes thématiques et sectoriels, Direction générale des programmes géographiques, Agence canadienne de développement international, CIDA, Canada</p> <p><b>Les marchés de la protection de l'enfance</b> Mme Helen Penn, Professeure à l'University of East London, Royaume-Uni</p> <p><b>De bons rendements : les méthodologies de retour sur investissement dans le soutien et l'expansion des programmes d'EPPE</b> M. Charles Bruner, Child and Family Policy Centre, États-Unis d'Amérique</p> <p><b>Financement de l'EPPE – Comment développer et soutenir des programmes adaptés ?</b> M. Jan Van Ravens, Yale Child Study Centre, États-Unis d'Amérique</p>	<p><b>1.4 CADRES INSTITUTIONNELS : INSTAURER UNE INTÉGRATION ET UNE COORDINATION PLURISECTORIELLES</b></p> <p><b>Organisateur :</b> Mme Teresa Aquino Oreta, Présidente de la Commission pour l'EPPE, Cabinet du Président, Philippines</p> <p><b>Rapporteur :</b> M. Mourad Ezzine, Responsable principal du secteur de l'éducation, région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Banque mondiale</p> <p><b>Réussir l'intégration et la coordination plurisectorielles</b> Mme Emily Vargas Baron, Directrice du Rise Institute, États-Unis d'Amérique</p> <p><b>Coordination plurisectorielle : Le cas de Maurice</b> Mme S. Kistamah, Directrice de l'Autorité mauricienne de l'EPPE, Ministère mauricien de l'éducation</p> <p><b>Le cadre institutionnel de coopération interservices et de gestion de la hiérarchie en matière d'EPPE en Chine</b> Mme Feng Xiaoxia, Docteur en éducation préscolaire, Université normale de Beijing, Chine</p>
Salle: Amur/Enisei	<p><b>1.3 CADRES JURIDIQUES : ASSURER L'INCLUSION ET LA PROTECTION DANS LE SYSTÈME D'EPPE</b></p> <p><b>Organisateur :</b> M. Oscar Picazo, Consultant indépendant et éminent économiste de la santé et spécialiste de la nutrition infantile, Philippines</p> <p><b>Rapporteur :</b> M. Luis Crouch, Vice-Président du Research Triangle Institute, États-Unis d'Amérique</p> <p><b>Réduire la pauvreté infantile grâce à l'EPPE</b> Mme Lisa Jordan, Directrice exécutive de la Fondation Bernard van Leer, Pays-Bas</p>	<p>12:00 Déjeuner</p> <p>13:00-15:00 <b>COMMISSION 2 : EXPÉRIENCES RÉGIONALES</b></p> <p><b>2.1 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b></p> <p><b>Présidente :</b> S. E. Mme Gloria Vidal, Ministre de l'éducation de l'Équateur</p> <p><b>Modératrice :</b> Mme Camilla Crosso, Campagne mondiale pour le droit à l'éducation, Panama</p> <p><b>Présentateur du rapport régional :</b> M. Jorge Sequiera, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Santiago</p>

**Mardi 28 septembre 2010**

**Rapporteuses :** **Mme Maureen Samms Vaughn**, professeur de santé, développement et comportement de l'enfant, Université des Indes occidentales, Jamaïque

**Rapporteuse adjointe :** **Mme Rosa Blanco**, Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes, Santiago

**Cadre juridique et modalités de financement pour assurer l'équité et l'inclusion dans le domaine de l'EPPE : l'expérience brésilienne**  
**M. Vidal Didonet**, Coordonnateur du Secrétariat exécutif de la petite enfance, Brésil

**Accès et équité pour les enfants vulnérables dans la communauté des Caraïbes**  
**M. Leon Charles**, Directeur général, Charles & Associates, Grenade

**Systèmes de protection sociale pour l'EPPE : l'expérience colombienne**  
**Mme Constanza Alacón**, Directrice adjointe à la petite enfance, Colombie

**Développer des programmes inclusifs pour assurer une EPPE de qualité pour tous**  
**Mme María Victoria Peralta**, Vice-Présidente de l'Organisation Mondiale pour l'Éducation Préscolaire pour l'Amérique latine

Salle: Amphitheatre

**2.2**  
**ASIE DU SUD-EST, ASIE DE L'EST, ASIE CENTRALE ET PACIFIQUE**

**Président :** **S. E. M. Cancio Freitas**, Ministre de l'éducation du Timor-Leste

**Modératrice :** **Mme Khoo Kim Choo**, Présidente du Comité consultatif pour la structure de développement des 0-3 ans du Ministère du développement communautaire, de la jeunesse et des sports, Singapour

**Présentateur du rapport régional :**  
**M. Gwang-Jo Kim**, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique, Bangkok

**Intervenant :** **Mme Mugyeong Moon**, Directeur de l'équipe de recherche sur les politiques, République de Corée

**Rapporteurs :**  
**Mme Ng Soo Boon**, Chef de l'Unité préscolaire, Centre d'élaboration des programmes, Ministère de l'éducation de la Malaisie  
**Mme Marilyn F. Manuel**, Directrice exécutive du Conseil de protection et de développement de la petite enfance, Makati, Philippines

**Élaboration des politiques nationales pour la coopération intersectorielle**  
**S. E. M. Nath Bunroun**, Secrétaire d'État, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, Phnom Penh, Cambodge

**L'EPPE dans la nouvelle « Orientation stratégique nationale à moyen et à long terme pour la réforme et le développement de l'éducation, 2010-2020 »**

**Mme Chen Xiaoya**, Vice-Ministre de l'éducation, République populaire de Chine

**Cadres juridiques pour la coordination et une bonne gouvernance**

**S.E. Mme Teresa Aquino Oreta**, Présidente du Conseil de protection et de développement de la petite enfance des Philippines, Secrétaire au Cabinet du Président, République des Philippines

**Étude de cas du Kazakhstan sur la mise en œuvre de la politique d'EPPE**

**Mme Dina Omarova**, Directrice du Centre préscolaire républicain d'Astana, Kazakhstan

Salle: Lagoda

**2.3**  
**EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD**

**Présidente :** **Mme Tünde Kovač Cerovič**, Secrétaire d'État, Ministère de l'éducation de la Serbie

**Présentateur du rapport régional :**  
**M. John Bennett**, Consultant principal sur l'EPPE, Paris

**Rapporteuse :** **Mme Marta Korintus**, Directrice de l'Institut des relations internationales pour la politique sociale et la main-d'œuvre, Hongrie

**Diversité ethnique et inclusion sociale dans l'éducation relative à la petite enfance : raison d'être, défis et recommandations**

**M. Michel Vandenbroeck**, Département du travail socioéducatif et des politiques sociales, Université de Gand, Belgique

**Élaborer des systèmes équitables et adaptés aux spécificités culturelles pour la petite enfance en Amérique : défis et opportunités**

**M. Charles Bruner**, Directeur exécutif du Child and Family Center, États-Unis d'Amérique

**Les effets de la transition et du récent ralentissement économique mondial sur l'accès des jeunes enfants à des services éducatifs et une protection de qualité dans les pays de la CEE/CEI**

**M. Steven Allen**, Directeur du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe centrale et orientale et la Communauté d'États indépendants, Genève, Suisse

## Mardi 28 septembre 2010

Salle des Congrès	<p><b>2.4</b> <b>ÉTATS ARABES</b> <b>Président : S.E. M. Ali Sa'ad</b>, Ministre de l'éducation, République arabe syrienne <b>Coprésidente : S.E. Mme Norah Al-Faiz</b>, Vice-Ministre de l'éducation, Royaume d'Arabie saoudite <b>Présentateur du rapport régional : M. Abdel Moneim Osman</b>, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation dans les États arabes <b>Rapporteur : M. Mourad Ezzine</b>, Spécialiste principal de l'éducation pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Banque mondiale, Washington D.C., États-Unis d'Amérique <b>Rapporteur adjoint : M. Idris Higazi</b>, Spécialiste du programme, Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation dans les États arabes, Beyrouth <b>Le système d'EPPE de la Jordanie : cadre de coordination des objectifs au service du bien-être de l'enfant : bilan des résultats obtenus et des problèmes à résoudre</b> <b>M. Tayseer Al Naimi</b>, ancien Ministre de l'éducation, Royaume hachémite de Jordanie <b>Le partenariat public-privé comme outil essentiel de développement de l'EPPE</b> <b>S.E. Mme Latifa Abida</b>, Vice-Ministre de l'éducation, Royaume du Maroc <b>L'EPPE dans les Territoires palestiniens : succès et difficultés</b> <b>S.E. Mme Lamis Al Alami</b>, Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, Territoires palestiniens</p>	<p><b>Présentateurs :</b> <b>Mme O. Larionova</b>, Chef du Département d'éducation du Gouvernement de Moscou, Fédération de Russie <b>M. N. N. Malofeev</b>, Directeur de l'Institut de pédagogie corrective de l'Académie d'éducation de Russie <b>M. N. V. Kuyvashev</b>, Chef d'administration de la ville de Tyumen, Fédération de Russie <b>Mme T.K. Balyberdin</b>, Directeur de l'établissement préscolaire municipal « Kindergarten n° 145 », « Raduga kombinirovannogo vida », Tchekboksary, République de Tchouvachie, Fédération de Russie</p>
15:00	Pause thé/café	
15:30-17:30	<p><b>2.5</b> <b>FÉDÉRATION DE RUSSIE</b> <b>Présidente : S.E. Mme L. N. Duhanina</b> (Fédération de Russie), Vice-Présidente de la Commission du développement de l'éducation de la Chambre basse de la Fédération de Russie, Présidente de l'Organisation éducative « Naslednik », Vice-Présidente de l'Association des organisations non gouvernementales éducatives des régions de Russie <b>Présentateur du rapport : M. I. I. Kalina</b>, Vice-Ministre de l'éducation et des sciences de la Fédération de Russie <b>Présentateur : Mr S. S. Feoktistov</b>, Spécialiste principal du Département de la coopération internationale, Ministère de l'éducation et des sciences de la Fédération de Russie</p>	<p><b>2.6</b> <b>ASIE DU SUD ET DE L'OUEST</b> <b>Présidente : S. E. Mme Shirin Sharmin Chaudhury</b>, Ministre d'État, Ministère des affaires féminines et de l'enfance, Bangladesh <b>Intervenante : Mme Veena Mistry</b>, Pro-Vice-Chancelier, M.S., Université de Vadodra, Inde <b>Présentateur du rapport régional :</b> <b>M. Gwang-Jo Kim</b>, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique, Bangkok <b>Rapporteurs : M. Adarsh Sharma</b>, Professeur invité, Centre d'éducation et de développement de la petite enfance, Ambedkar University, Delhi, Inde <b>Mme Junko Miyahara</b>, Coordonnatrice, Réseau régional de l'Asie et du Pacifique pour la petite enfance (ARNEC) <b>Renforcement des réseaux de prestataires de services d'EPPE dans les secteurs public et privé</b> <b>Mme Mehnaz Aziz</b>, Directrice et fondatrice du Children Global Network (CNG), Pakistan <b>Création de réseaux de promotion des politiques et de mobilisation des ressources</b> <b>Mme Mahmuda Akter</b>, Directrice du Centre de ressources sur le développement de la petite enfance, Institut du développement de l'éducation, BRAC University, Bangladesh <b>Coût et financement : stratégies novatrices</b> <b>Mme Madhumita Purkayastha</b>, HAQ, Centre for Child Rights, Inde <b>L'EPPE inclusive et adaptée aux besoins des enfants : un outil pour l'EPT</b> <b>M. Lutfullah Safi</b>, s'exprimant au nom de <b>S. E. M. Sediq Patman</b>, Ministre adjoint des affaires universitaires, Ministère de l'éducation, Afghanistan</p>

## Mardi 28 septembre 2010

Amur/Enisei Hall

## 2.7

## AFRIQUE

**Organisateur :** S. E. M. Sam Onger, Ministre de l'éducation du Kenya – Président de la Conférence des ministres africains de l'éducation (COMEDAF)

**Présentatrice du rapport régional :**

**Mme Anne-Thérèse Ndong-Jatta**, Directrice du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique, Dakar – Présidente du Groupe de travail de l'ADEA sur le développement de la petite enfance (DPE)

**Orateurs :**

**Mme Rita Bissoonauth**, responsable politique principale, Département des ressources humaines, de la science et de la technologie, Union africaine

**Mme Linda Biersteker**, Directrice de la recherche, Early Learning Resource Unit (Unité des ressources sur l'apprentissage précoce) (ELRU), Afrique du Sud

**Rapporteurs :**

**Mme Sophie Bassama**, Chef de section, Faculté des sciences et techniques de l'éducation et de la formation – Université de Dakar

**Mme Rokhaya Diawara**, Spécialiste du Programme pour l'éducation et point focal régional pour la petite enfance, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique, Dakar

**Conclusions de la quatrième Conférence régionale africaine comprenant, en guise de résultats, la résolution de l'Union africaine**

**M. Ahlin Byll-Cataria**, Secrétaire exécutive, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)/Banque africaine de développement (BAD)

**L'Initiative de Zanzibar pour l'océan Indien en tant que résultat concret de la mise en œuvre de l'EPPE : appel à l'action et étapes ultérieures**

**S. E. M. Haroun Ali Suleiman**, Ministre de l'éducation et de la formation professionnelle, Zanzibar

**Les défis en matière de santé et de nutrition en Afrique et le plan mondial d'action dans le contexte de l'EPPE**

**M. Guelaya Sall**, Professeur, pédiatre nutritionniste, Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Sénégal ; Chef de Département

**Les besoins de l'Afrique en renforcement des capacités pour défendre le développement de la petite enfance (DPE) et les stratégies permettant d'atteindre l'objectif 1 de l'EPT grâce au développement des capacités humaines**

**M. Robert Serpell**, Professeur de psychologie, Université de Zambie

18:30-19:30 Manifestations spéciales

## Mercredi 29 septembre

8:30-10:00

**PLÉNIÈRE III : MEILLEURES PRATIQUES NATIONALES DANS LE DOMAINE DE L'EPPE**

**Présidente :** Mme Ann Therese Ndong-Jatta, Directrice du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique, Dakar

**Le modèle JJ de programme EPPE de la ville de Moscou**, Mme Lyudmila. I. Shvetsova, Première adjointe au Maire de Moscou, Fédération de Russie

**Protection globale de la petite enfance – l'expérience cubaine**, Mme Isabel Rios Leonard, Directrice nationale de l'EPPE, Cuba

**L'expérience de Maurice concernant les programmes EPPE**, Mme Nirmala Bheenick, Sous-Secrétaire principale, Ministère de l'égalité des genres, du développement de l'enfant et du bien-être de la famille, Maurice

10:30-13:00

## TABLE RONDE DES DONATEURS

Salle : Don

10:30-13:00

**DOMAINES THÉMATIQUES ESSENTIELS COMMISSION 3 : ACTUALITÉ ET RÉACTIVITÉ****3.1 L'EPPE HOLISTIQUE : LE RÔLE DE LA SANTÉ, DE L'ÉDUCATION, DE LA NUTRITION ET DE LA PROTECTION DANS LA PROMOTION D'UNE ÉDUCATION DE LA PETITE ENFANCE (EPPE) DE QUALITÉ**

**Organisateur :** M. Anthony Lake, Directeur exécutif, Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), États-Unis

**Rapporteuse :** Mme Maria Peralta, Vice-Présidente de l'Organisation Mondiale pour l'Éducation Préscolaire, Amérique latine

**Nutrition et développement de l'enfant : À la recherche d'un objectif commun**

**Mme Patrice Engles**, Professeur, Université d'État polytechnique de Californie, États-Unis d'Amérique

**Étude de cas sur l'EPPE aux Seychelles**

**Mme Macsuzy Mondon**, Ministre de l'éducation, de l'emploi et des ressources humaines et Présidente de la Commission nationale des Seychelles pour l'UNESCO

**Protection de la petite enfance et nutrition – un moteur de la réussite à l'école**

**Mme Sheila Sisulu**, Directrice exécutive adjointe pour les solutions aux problèmes de la faim, Programme alimentaire mondial (PAM)

## Mercredi 29 septembre 2010

Salle: Lagoda	<p><b>3.2</b> <b>LA QUÊTE DE LA QUALITÉ</b> <b>Organisatrice : Mme Carlina Rinaldi</b>, Présidente de l'Association de la petite enfance, Reggio Emilia, Italie</p> <p><b>Rapporteuse : Mme Mugyeong Moon</b>, Directrice de l'équipe de recherche sur la politique, République de Corée</p> <p><b>Trouver l'équilibre entre qualité et quantité : un défi contemporain</b> <b>Mme Sharon Lynn Kagan</b>, Professeure titulaire de la Chaire Virginia et Leonard Marx sur la politique de la petite enfance et de la famille et Codirectrice du Centre national pour l'enfance et la famille au Teachers College, Université de Columbia, et Professeure adjointe au Child's Study Center de l'Université Yale. Codirectrice du Centre national pour l'enfance et la famille, Teachers College, Université de Columbia</p> <p><b>La qualité de l'EPPE en termes de contenu</b> <b>Mme Elena Yudina</b>, Professeure, Université de psychologie et d'éducation de la ville de Moscou, Fédération de Russie</p> <p><b>La qualité compte : Observations tirées des programmes relatifs à la petite enfance dans des milieux à faible revenu en Asie</b> <b>Mme Nirmala Rao</b>, Professeure, Faculté d'éducation, Université de Hong Kong, République populaire de Chine</p>	<p><b>Améliorer le développement de la petite enfance (DPE) chez les 0-3 ans : l'approche jamaïcaine</b> <b>Mme Maureen Samms-Vaughn</b>, Présidente de la Commission de la petite enfance, Jamaïque</p>
Salle: Amur/Enisei	<p><b>3.3</b> <b>COMMISSION 3.3 DÉFIS ET SOLUTIONS POUR RENFORCER LES PROGRAMMES S'ADRESSANT AUX MOINS DE TROIS ANS : MODÈLES ET MODALITÉS DE PRESTATIONS DE SERVICES EFFICACES</b> <b>Organisateur : S.E. Mme Khoo Kim Cho</b>, Président, Comité consultatif sur le cadre de développement des jeunes enfants de 0 à 3 ans du Ministère du développement communautaire, de la jeunesse et des sports, Singapour</p> <p><b>Rapporteuse : Mme Martha Llanos</b>, Spécialiste indépendante de l'EPPE, Pérou</p> <p><b>Les citoyens les plus jeunes : différents modèles de protection et d'éducation pour répondre aux besoins des enfants et de leurs familles</b> <b>Mme Marta Korintus Mihalyne</b>, Chef de l'Institut des relations internationales pour la politique sociale et le travail, Hongrie</p> <p><b>Le Programme social de protection « Éduquez votre enfant » : une expérience réussie pour la petite enfance à Cuba (0-3 ans)</b> <b>Mme Ana Maria Siverio</b>, Conseillère technique au Centre Latino-Américain d'Éducation de la petite enfance (CELEP), Cuba</p>	<p><b>Salle: amphitheatre</b></p> <p><b>3.4</b> <b>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA PRESTATION DE SERVICES D'EPPE EFFICACES</b> <b>Organisateur : M. Jim Greaves</b>, Vice-Ministre adjoint, Ministère de l'éducation de l'Ontario, Canada</p> <p><b>Rapporteuse : Mme Caroline Arnold</b>, Codirectrice du Programme Éducation, Fondation Aga Khan, Genève, Suisse</p> <p><b>Édification de communautés de pratiques dynamiques en matière d'EPPE : faire mieux comprendre comment les jeunes enfants apprennent en faisant comprendre comment les adultes comprennent le mieux</b> <b>Mme Feny De Los Angeles-Bautista</b>, Directrice de la Community of Learners Foundation, Inc., Philippines</p> <p><b>Renforcement des capacités pour une éducation et une protection de la petite enfance de qualité dans les Amériques</b> <b>Mme Gaby Fujimoto</b>, Spécialiste de haut niveau de l'éducation, Organisation des États américains</p> <p><b>Renforcement des capacités nationales pour les programmes d'EPPE : le cas du Pakistan</b> <b>Mme Mahenaz Mahmud</b>, Directrice de l'élaboration des programmes, Teachers Resources Center, Pakistan</p> <p>13:00 Déjeuner [Manifestations spéciales]</p> <p>14:00-15:30 <b>COMMISSION 4 : EXCLUSION ET MARGINALISATION</b></p> <p><b>Salle des Congrès</b></p> <p><b>4.1</b> <b>COMMISSION 4.1 ACCÈS DES GROUPES PAUVRES ET MARGINALISÉS À L'EPPE</b> <b>Organisateur : M. Vital Didonet</b>, Coordonnateur du Secrétariat exécutif pour la petite enfance, Brésil</p> <p><b>Rapporteuse : Mme Sarah Klaus</b>, Directrice des programmes de DPE, Open Society Institute, Londres, Royaume-Uni</p> <p><b>Le rôle des familles dans le parcours éducatif de leurs enfants</b> <b>Dame Iritana Tāwhiwhirangi</b>, Membre du Conseil d'administration du Te Kohanga Reo National Trust, Nouvelle-Zélande</p>



## ANNEXE II

## Projet de cadre de Moscou

**The Draft Moscow Framework for Action and Cooperation  
Harnessing the Wealth of Nations****PREAMBLE**

1. We, Ministers, Heads of Delegations, representatives of UN agencies, development cooperation agencies, civil society organisations and experts express our sincere gratitude to the Government of the Russian Federation for having hosted the first World Conference on Early Childhood Care and Education, and for their warm welcome, generous hospitality and organization of the Conference.
2. We met in Moscow from 27 to 29 September 2010 and reviewed challenges and progress made towards EFA Goal 1, in the particular context of Early Childhood Care and Education (ECCE) as a social, human and economic development imperative. We adopt a broad and holistic concept of ECCE as the provision of care, education, health, nutrition, and protection of children aged zero to eight years of age. ECCE is therefore a right and an indispensable foundation for lifelong learning. Its proven benefits are manifold, and include better health and nutrition, improved educational efficiency and gender equity, greater employability and earnings, and better quality of life.
3. We understand early childhood care and education must foster in children a spirit of peace, understanding, non-discrimination and harmonious relation with nature. We recognise the intrinsic value of childhood and children's inherent rights to provision, protection and participation.
4. We base our conclusions on the shared, but also specific, issues, challenges and critical development trends identified during the Regional consultations (Declaration of Damascus, Latin America, Africa and Asia Pacific) and in the special reports that have been produced for this conference.
5. We reaffirm our commitment to ECCE goal expressed in Jomtien (1990) and Dakar (2000) but we conclude that Education for All (EFA) Goal 1 of expanding Early Childhood Care and Education is at great risk of not being achieved by 2015 unless urgent and resolute action is taken. We therefore reiterate our determination to accelerate the achievement of this as a prerequisite for reaching the other EFA goals, the Millennium Development Goals (MDGs), as well as other regional and national agendas and priorities.

**THE CHALLENGES**

6. ECCE is an investment in the wealth of nations. There is a strong knowledge base; there are models, including at national levels, of high quality scalable provision; there is good

evidence that families and communities respond to high quality initiatives; there is knowledge of how to build capacity. But we do face challenges.

7. ECCE policies are not always part of sector wide-plans and do not reflect a holistic and integrated approach; they are insufficiently backed by political commitment and are not on a scale to reach all parts of the population. Inadequate core public funding and low external support continue to impede sustained ECCE provision. Existing levels of integration, articulation and coordination of services, institutional weaknesses and poor operational frameworks limit the effectiveness of ECCE programme delivery.

8. Lack of infrastructure, and persistence of poverty and cultural barriers deny access to ECCE to millions of marginalised children, including those living in occupied territories and conflict and disaster affected areas. The benefits of ECCE are put at risk by low quality and lack of inclusiveness of services. There is lack of reliable and timely information on the provision of equitable holistic ECCE services.

9. Low capacity at multiple levels and among various stakeholders' compromise ECCE programmes. Partnership for provision is not what it could be, and there is a need to for all partners to heighten their contribution to service provision-at the household/community level with civil society, the private sector, government and development partners.

10. To address the challenges we need to take advantage of the knowledge base and good experiences that already exist, and universalise these.

### **ACTION AGENDA**

**We thus call upon the governments to:**

#### **11. Mobilize stronger commitment to ECCE**

##### **i) Legislation, Policies and Strategies**

- a) Develop legal frameworks and enforcement mechanisms that are conducive to the implementation of the right of children to ECCE from birth;
- b) Adopt and promote an approach to ECCE that is both holistic and multi-sectoral to ensure good birth outcomes, neonatal health and nutritional well-being, care and education of the zero to eight, with a special focus on the zero to three age group;
- c) Integrate ECCE policies into human and socio-economic development policies and thus as a shared responsibility across sectors and departments, parents, civil society and the private sector;

- d) Strike an appropriate balance between centralised and decentralised governance guaranteeing collaboration among all spheres with related responsibilities , level of authority and resources;
- e) Strengthen political commitment through evidence based advocacy on the benefits of ECCE for human development.

## **ii) Access and scaling up**

- a) Scale up ECCE efforts, identifying enabling factors in effective ECCE programmes, with careful attention to flexibility and adaptation to diverse contexts and income groups, particularly targeting the most disadvantaged and vulnerable, and promoting partnerships with stakeholders at all levels;
- b) Place a key emphasis on achieving good birth outcomes to mitigate poor outcomes for neonates through developing and expanding parenting programmes to orient families in good ECCE practice, with particular emphasis on the 0-3 year old age group;
- c) Develop a framework to improve pathways for successful transitions within ECCE and to primary schooling.

## **iii) Assessment, Research, Monitoring and Evaluation**

- a) Enhance reliable and timely assessments of ECCE services;
- b) Strengthen and institutionalise monitoring and evaluation of ECCE programmes, with urgent attention to establishing a Holistic Child Development Index to guide sound policies through the provision of reliable, relevant and timely disaggregated data for informed decision making; (to be discussed in Commission 5.1)
- c) Use locally relevant knowledge for informing policy-making, strengthen ECCE research capacities and contribute to knowledge creation across all regions.

## **12. Reinforce effective ECCE programme delivery**

### **i) Equity and Inclusion**

- a) Take innovative measures to make quality ECCE provision available to children from poor and disadvantaged groups, children with disabilities, as well as to marginalized populations, those in emergency situations affected by conflict and disasters.
- b) Value cultural and linguistic diversity, especially in regard to indigenous and minority languages, and encourage the use of familiar language in ECCE and provide adequate resources as part of good teaching. Value multilingualism as an asset;
- c) Take targeted measures to put in place early detection interventions for children at high risk of developmental delays and disability.

**ii) Quality**

- a) Empower and strengthen the capacity of parents, families and service providers, so that they can provide protective relationships, quality care and education to the young child.
- b) Improve curriculum and methodology in tune with childhood, valuing play, affection, cooperation, talent and creativity, joy, the fostering of self confidence and autonomy, as well active learning pedagogies that take into account children's point of view.
- c) Focus on programme outcomes by adopting consistent assessment criteria and methodologies;
- d) Include education for sustainable development as a central part of quality ECCE;
- e) Put in place human and material conditions required to achieve quality for ECCE; committed valued and trained professionals, appropriate ECCE environments as well as context sensitive curricula and materials;

**iii) Capacity building**

- a) Develop new approaches and methods to build professional capacity, in areas of critical importance to quality improvement;
- b) Improve and expand teacher training, accreditation and the professional development of ECCE professionals.
- c) Increase knowledge of medical professionals, social workers, parents about children development and how to promote it.

**iv) Partnerships**

- a) Proactively involve civil society and local communities in the policy debate, programme development, implementation, and monitoring of ECCE policies as well as in guaranteeing the respect, protection and realisation of children's rights; invite national international organizations to facilitate and support national ECCE policies and programmes;
- b) Enhance, when appropriate and with the necessary regulations, resources through partnerships with the private sector. Encourage the regulatory, operational and financing convergence between the schemes and programmes of different ministries, departments and agencies of the government;
- c) Pay close attention to parental voices and take steps to balance power relationships and foster collaboration among different actors of ECCE.

**13. Harness resources for ECCE**

a) Support the above measures by increasing budget allocations by all government departments concerned with ECCE promotion, and mobilize diverse and innovative financing sources and mechanisms in support of ECCE. Invest as much as it takes to meet all rights to ECCE according to set quality standards;

b) Increase targeted resources for 0-8 year old programmes, with particular attention to the early years due to their importance for human development;

c) Conduct and encourage finance analysis of ECCE provisions and service delivery.

#### **14. Cooperation**

a) Identify specific aspects of ECCE programming for mutual cooperation and exchange;

b) Call upon countries to work with UNESCO to mobilize international donors;

#### **15. We call upon Donors to:**

a) Honour their commitment to support all countries in achieving the EFA Goals, especially Goal 1, with increased attention to quality and relevance;

b) Align external funding with national needs in ECCE giving special priority to countries lagging behind;

c) Articulate ECCE targets in all sector plans.

#### **16. Further, we call upon UNESCO to:**

a) Champion holistic ECCE globally based on the principles of children's rights, in cooperation with other agencies;

b) Work closely with Member States, UN agencies, civil society ,specialised agencies, partners and experts to develop holistic integrated ECCE programmes, with due attention to the 0-3 year old age group.

c) (In partnership with Member states and partner organisations, develop and implement the use of a Holistic Child Development Index as a basis for future monitoring of ECCE services;)

d) Collect and disseminate good practice, in particular the evidence demonstrating the multiple and diverse benefits of ECCE;

e) Support the creation of ECCE networking at the national, regional and international level and level with related clearing house services;

f) Intensify efforts aimed at developing affordable, readily available and user-friendly tools and models for assessing child development ;

g) Promote ECCE investments through the corporate and business sector worldwide.

**ANNEXE III****Objectifs de l'éducation pour tous**

1. Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés.
2. Faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme.
3. Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante.
4. Améliorer de 50 p. 100 les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente.
5. Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite.
6. Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

**ANNEXE IV****Visite d'un jardin d'enfants à Moscou**

Les personnes participantes ont été invitées à visiter divers jardins d'enfants. La délégation du Canada s'est rendue dans un des quartiers défavorisés de Moscou. Le personnel enseignant et le personnel de soutien ont accueilli chaleureusement la délégation et avaient préparé une intéressante présentation sur le système de soins à l'enfance de la ville.

Les déléguées et délégués ont visité les services administratifs, l'établissement ainsi que les salles de classe. Ils ont remarqué le nombre limité de livres disponibles dans le jardin d'enfants. Les enfants leur ont paru réservés et quelque peu timides. Il faut toutefois préciser que cette observation ne s'applique pas à l'ensemble des centres de soins à l'enfance de Moscou mais uniquement à celui visité. La délégation a été heureuse d'avoir pu visiter cet établissement.